



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

## Quarante-cinquième session

## DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 18 juillet 1968  
à 10 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Point 14 de l'ordre du jour:

Page

Rapports des commissions économiques régionales (*suite*) 99

Président : M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

## POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/4491, E/4493, E/4497, E/4498, E/4499, E/4560; E/L.1218, E/L.1219, E/L.1221) (*suite*)

1. Le PRÉSIDENT informe le Conseil que la délégation de la Haute-Volta désire s'associer à celle de la Suède pour présenter le projet de résolution concernant le Programme des Nations Unies pour le développement du commerce d'exportation (E/L.1218).

2. M. AL-MUTAIR (Koweït) dit qu'il convient de reconnaître comme elle le mérite l'utilité des activités du Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth. Il propose en conséquence de modifier le libellé du point 14 de l'ordre du jour pour lui donner la forme « Rapports des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth ». Les titres de tous les documents et projets de résolutions pertinents seraient modifiés en conséquence et ce libellé serait désormais toujours utilisé.

*Il en est ainsi décidé.*

3. M. LÓPEZ HERRARTE (Guatemala) indique que, dans ses observations sur le rapport de la CEPAL (E/4499), il parlera surtout de celles des activités de cette commission qui concernent particulièrement l'Amérique centrale. Il convient de citer, entre autres, la treizième session du Sous-Comité du commerce centraméricain, qui a examiné des questions telles que la définition de principes directeurs sur la base desquels formuler et appliquer une politique commerciale commune, le développement et la diversification des exportations, les relations économiques avec les pays tiers et les autres groupements économiques, la position commune à adopter à la deuxième session de la CNUCED et les possibilités d'adhérer au GATT, et la première session du Groupe de travail des statistiques des transports, dont l'activité est essentielle à l'essor du commerce de la sous-région. La Commission a également aidé le Conseil économique centraméricain à préparer ses septième et huitième sessions ordinaires, et elle a participé à la première réunion commune du Conseil économique, du Conseil monétaire et des ministres des finances d'Amérique centrale, ainsi qu'aux sessions du Conseil exécutif du Traité général d'intégration économique de l'Amérique

centrale. Les discussions qui ont eu lieu lors de la Réunion sur les problèmes de l'intégration régionale des pays à économie relativement moins développée ont été particulièrement utiles, car elles ont permis aux pays d'Amérique centrale d'énoncer leurs idées sur la question avant la deuxième session de la CNUCED.

4. Bien que le Guatemala approuve, dans l'ensemble, les points de vue exprimés dans le projet de résolution, il éprouve quelque inquiétude au sujet des problèmes d'ordre institutionnel en jeu. A la séance précédente, le représentant de la CNUCED a exprimé, au nom de cet organisme, des doutes analogues. Il serait donc peut-être bon, avant de prendre une décision, de connaître l'avis du Secrétariat de l'ONU à ce sujet.

5. M<sup>me</sup> MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) est d'avis que les commissions économiques régionales devraient s'attacher en particulier à renforcer la coopération économique entre les pays de leur région et à accélérer le rythme du développement économique et social de ces pays.

6. L'importance de la CEE tient en partie au fait que cette Commission est le seul organisme européen qui soit en mesure de promouvoir la coopération entre les pays à régimes économiques et sociaux différents. Cette coopération peut contribuer à l'établissement de relations pacifiques et amicales entre pays européens, donc à la paix mondiale. Il ressort des débats qui ont eu lieu à la vingt-troisième session de la Commission que la coopération intra-européenne pourrait encore être renforcée. Par exemple, la délégation française et la délégation soviétique ont présenté ensemble le texte de la résolution 1 (XXIII), qui a recueilli l'appui unanime de la Commission et où celle-ci souligne l'opportunité d'élaborer des mesures pratiques qui contribueraient au développement ultérieur des échanges, et notamment l'intérêt que pourrait présenter l'étude de problèmes tels que l'utilisation des accords et contrats à long terme dans les relations économiques et commerciales entre pays à régimes économiques et sociaux différents; les prévisions à long terme d'exportation et d'importation de certaines catégories de marchandises; les pratiques suivies dans le commerce des machines, de l'équipement, des brevets et des licences; et les mesures propres à faciliter le développement des contacts entre les agents économiques.

7. De même, la résolution 4 (XXIII), relative à la coopération scientifique et technologique, indique qu'il importe de poursuivre les efforts sur le plan bilatéral et au sein de la Commission en vue de promouvoir la coopération scientifique et technologique. La coopération intra-européenne ne peut être totale du fait que, contrairement au principe de l'universalité proclamé par les Nations Unies, la République démocratique allemande

n'est pas admise à faire partie de la Commission. Cette exclusion fausse les efforts accomplis en vue de consolider la paix, la prospérité et le développement général de l'Europe. Il convient de se rappeler qu'en s'acquittant de sa tâche de manière efficace, la Commission contribuerait à améliorer le climat politique mondial. Nombreuses sont les études de la Commission qui seraient utiles aux pays en voie de développement dans toutes les régions.

8. Les décisions que la CEAEIO a adoptées à sa vingt-quatrième session ont porté sur des questions aussi importantes que le développement industriel, l'expansion du commerce intrarégional, la création d'un centre de promotion commerciale, le renforcement du rôle des gouvernements dans le choix des formes essentielles de développement, l'accroissement et l'utilisation des ressources humaines, physiques et financières, l'harmonisation des plans, l'amélioration des techniques agricoles grâce à l'utilisation d'engrais et, enfin, la réforme agraire. La Commission devrait faire le nécessaire pour s'assurer que ses projets font l'objet d'une préparation attentive et pour accroître l'indépendance économique des pays asiatiques et intensifier la coopération entre eux. La Commission ne peut fermer les yeux devant le fait que l'agression commise contre le Viet-Nam entrave toute coopération efficace dans la région.

9. Malgré les efforts des pays africains en vue de renforcer le rôle de la CEA, les activités de cette dernière semblent s'être ralenties. Dans ses efforts pour favoriser le développement économique, la Commission a commencé à mettre en place plusieurs organismes sous-régionaux. Cette initiative, qui ne peut manquer de susciter quelque inquiétude, devrait faire l'objet d'un examen attentif du Conseil. Les institutions spécialisées, en particulier la FAO, l'UNESCO et l'OIT, devraient améliorer la coordination avec la Commission afin de promouvoir le développement de l'Afrique; la délégation de l'URSS souscrit, à cet égard, aux idées exprimées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie sur les activités de certaines institutions spécialisées. Le Gouvernement de l'URSS approuve les efforts déployés pour accroître la coopération entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine, coopération qui ne manquera pas d'avoir une heureuse influence sur le développement de l'économie des pays africains et de hâter l'accession du continent à l'indépendance économique. Ces deux organismes ont un rôle important à jouer dans la lutte menée contre les vestiges du colonialisme en Afrique et contre la politique d'apartheid pratiquée en Afrique du Sud et en Rhodésie.

10. Le désir de la CEPAL de promouvoir l'intégration de sa région ne doit pas l'inciter à perdre de vue d'autres problèmes importants tels que le développement industriel, l'amélioration des techniques agricoles et la formation de personnel local.

11. La lecture des rapports des commissions économiques régionales et de leurs recommandations montre que ces commissions ont besoin de l'aide du Conseil, de l'ONU et des institutions spécialisées. La délégation soviétique partage l'opinion du Secrétaire général que les commissions devraient jouer un rôle croissant dans le système du Conseil économique et social.

12. En ce qui concerne le projet de résolution, M<sup>me</sup> Mironova constate que le Conseil n'a pas encore réagi aux déclarations que le représentant de la CNUCED a faites à ce sujet lors de la séance précédente. Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour le commerce d'exportation, dont il est question dans le troisième considérant, n'a jamais été étudié par le Conseil. Il semble donc que le projet de résolution devrait être renvoyé pour examen plus approfondi au Comité de coordination, ainsi qu'il a été suggéré, après quoi le Conseil pourra prendre une décision.

13. M. GREGH (France) dit que son pays accorde une très grande importance aux travaux des commissions économiques régionales, qui sont à même de faciliter la tâche des organismes à compétence mondiale, en leur fournissant des éléments qu'elles seules peuvent rassembler et étudier sur place, dans des domaines comme ceux des ressources humaines, de l'application de la science et de la technique au développement et de la mise en valeur des ressources naturelles. C'est pourquoi une politique de décentralisation des activités des organismes du système des Nations Unies serait la bienvenue; la délégation française se réjouit d'en trouver l'amorce dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales en 1968 (E/4560). En outre, les commissions sont irremplaçables parce que, si une conception générale des problèmes de développement a sa valeur, il n'en demeure par moins indispensable de tenir compte des aspects propres à chaque région du globe. D'ailleurs, même la conception régionale paraît souvent insuffisante, et bien des problèmes méritent d'être étudiés dans un cadre sous-régional. L'impression que le représentant de la France retire de l'étude des documents présentés à ce sujet au Conseil confirme qu'il existe de part et d'autre une grande volonté de coopération, en ce qui concerne les relations entre les commissions et les pays membres et entre les commissions et les institutions spécialisées; on en trouve la preuve, par exemple, dans la proposition du Directeur général de la FAO, selon laquelle les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales pourraient agir en tant que représentants régionaux de la FAO. La proposition est la bienvenue, de même que, dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs, l'annonce de la mise en route de cette coopération.

14. Au cours de sa session de 1967, la CEE avait décidé que, pendant la troisième décennie de son existence, elle se consacrerait au progrès de la coopération scientifique, technique et économique entre ses membres. La délégation française constate avec plaisir que le secrétariat de la Commission a décidé de procéder à un examen des méthodes de travail de la Commission et, s'il apparaissait nécessaire, d'en préparer une réforme. La Commission constitue une enceinte unique où des pays à systèmes économiques et sociaux différents peuvent discuter entre eux de sujets tels que le développement du commerce intra-européen, la coopération industrielle et la coopération scientifique et technique; cette situation particulière est illustrée par le fait que des délégations de pays européens orientaux et occidentaux ont présenté conjointement des projets de résolution ou de recommandation. M. Gregh

se félicite également de constater que la Commission a convoqué des réunions de hauts fonctionnaires en vue de discuter d'expériences concrètes de coopération.

15. La France partage l'opinion du Secrétaire exécutif de la CEAEIO sur la nécessité d'une conception pragmatique de la coopération et l'approuve lorsqu'il recommande d'entreprendre, au départ sur des bases modestes, tant sur le plan géographique que sur le plan sectoriel, la tâche délicate qui consiste à harmoniser les plans de développement des pays du ressort de la Commission. La Commission manifeste sa vitalité par la création de nouveaux organismes de coopération régionale, tels que le Comité des typhons et l'Institut asiatique de statistique de Tokyo. Elle a, en outre, adopté une résolution tendant à créer un centre de promotion commerciale. La délégation française est heureuse de faire savoir que la France participera à la Foire internationale d'Asie qui doit se tenir à Téhéran en 1969, et dont elle souhaite le plein succès.

16. La CEPAL a apporté une contribution précieuse au développement économique des pays d'Amérique latine en aidant à créer des institutions telles que l'Association latino-américaine de libre-échange, la Banque interaméricaine de développement et l'Association de libre-échange des Antilles, et en appuyant les efforts déployés pour la création d'un marché commun centraméricain. Dans son exposé à la 1544<sup>e</sup> séance, le Secrétaire exécutif de la Commission a souligné combien les problèmes du commerce extérieur sont importants pour la région, et indiqué que les préférences accordées par les pays européens aux pays d'un autre continent sont une source de préoccupations pour les pays d'Amérique latine, et il a attiré l'attention du Conseil sur le scepticisme provoqué par les résultats insuffisants de la deuxième session de la CNUCED; il a rappelé aussi que les transferts d'intérêt et de revenu au profit de pays extérieurs à la région représentent un tiers environ du total des importations et souligné combien la hausse du taux d'intérêt retarde la solution des problèmes de l'aide financière qui est nécessaire au développement de ces pays. La délégation française reconnaît avec le Secrétaire exécutif que l'accélération du rythme de croissance est une condition nécessaire de l'industrialisation, qui est indispensable pour diversifier l'économie des pays d'Amérique latine.

17. Le rapport annuel de la CEA (E/4497) montre que, si la Commission n'a pas tenu de session plénière cette année, plusieurs études sont en cours, dont une sur les conditions économiques en Afrique. Le Secrétaire exécutif de la Commission a fourni des renseignements précieux sur les efforts de la Commission, qui tendent à organiser des communautés économiques dans un cadre sous-régional. C'est là, certes, un travail de longue haleine, car le découpage sous-régional est difficile à réaliser s'il faut tenir compte des intérêts légitimes des pays marginaux. La plus grande prudence est nécessaire avant de mettre en place, pour chacune des sous-régions, un cadre institutionnel qui pourrait se révéler, à l'expérience, trop lourd.

18. Le Directeur du Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth a exposé les préoccupations de ce Bureau à l'égard des plans nationaux

de développement des pays du Moyen-Orient, et la nécessité de la coopération dans cette région. La délégation française partage entièrement les vues qu'a exprimées le Directeur; elle a pris connaissance avec un très grand intérêt du résumé de l'étude sur certains problèmes de développement des divers pays du Moyen-Orient [E/4511 (Summary)].

19. Les rapports des commissions économiques régionales sont là pour rappeler qu'il est virtuellement impossible de mettre en œuvre une solution à un problème déterminé qui soit applicable à tous, sans tenir compte de l'endroit où le problème se pose. Malheureusement, selon la délégation française, le Conseil n'accorde pas aux préoccupations des commissions économiques régionales toute l'attention voulue, et, par conséquent, le débat qui leur est consacré a pris trop souvent un caractère académique. Pour l'Amérique latine, le problème principal est l'expansion des échanges commerciaux et l'intégration régionale; pour l'Asie, le problème est de mettre des pays surpeuplés à l'abri de la faim et d'accélérer leur industrialisation; pour l'Afrique, le développement des communications et l'écoulement des denrées tropicales à des prix stables et rémunérateurs sont la préoccupation essentielle; pour l'Europe, il s'agit de resserrer les liens entre tous les membres dans les domaines de la technique et du commerce et de les appeler en même temps à communiquer aux pays en voie de développement le fruit de leur expérience. Si les résolutions que le Conseil adopte en général à sa session d'été tiennent si peu compte des besoins des commissions économiques régionales, cela vient peut-être de ce qu'il se limite trop étroitement aux aspects administratifs de la coordination, alors que son rôle serait plutôt de faire converger vers des objectifs communs les efforts d'organismes aussi différents que les institutions spécialisées, la CNUCED, l'ONUDI et les commissions économiques régionales. En préparant la deuxième Décennie du développement, le Conseil devrait, s'il veut éviter de lui donner des objectifs trop ambitieux parce que trop lointains et trop universels, y inscrire des objectifs prioritaires pour les principales régions du monde, plutôt que de chercher à les concilier à tout prix, et faire une large place dans ses programmes aux tendances parfois contradictoires des groupes de pays. De cette façon, la Décennie du développement aurait, en plus des objectifs concernant au même degré l'ensemble des membres de la communauté internationale, un certain nombre d'objectifs régionaux, limités aux pays de la région considérée. Personne n'est mieux placé que les commissions économiques régionales pour aider le Conseil à tenir compte du fait régional dans le travail de préparation de la deuxième Décennie du développement, et le représentant de la France note avec satisfaction que le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs fait état de leur désir d'assurer une participation maximale à cette préparation.

20. M. Gregh pense, lui aussi, que le projet de résolution doit être renvoyé au Comité de coordination pour examen.

21. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que le rapport de la CEA illustre les efforts louables que déploie le Secrétaire exécutif de la Commission pour encourager l'adoption d'une conception régionale des problèmes économiques et industriels et favoriser le développement de l'agriculture,

Toutefois, la délégation du Royaume-Uni éprouve des doutes concernant certains projets en cours d'exécution, et plus précisément les tentatives faites pour coordonner la formation bilatérale, dont il est question au paragraphe 151, et la création d'un corps commun de fonctionnaires, comme il est indiqué au paragraphe 157. D'une manière générale, la Commission a enregistré des progrès satisfaisants en encourageant la coopération économique, et la délégation du Royaume-Uni accueille favorablement l'intention du secrétariat de passer, en partant des études effectuées, à l'action en faveur du développement. A cet égard, M. Allen rappelle que son pays fait, à l'heure actuelle, une étude sur les industries de préfabrication des ouvrages en cuivre et a envoyé des consultants à la deuxième session de la Conférence des planificateurs d'Afrique et au Cycle d'étude sur les métaux et minéraux nouveaux.

22. En ce qui concerne les activités de la CEAEIO durant l'année écoulée, la délégation du Royaume-Uni espère que le Conseil approuvera la proposition tendant à admettre les îles Fidji à la Commission en qualité de membre associé. Des progrès satisfaisants ont été accomplis par le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, notamment en ce qui concerne le projet du Prek Thnot, pour l'exécution duquel le Gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé à verser une contribution. Le représentant des Philippines (1544<sup>e</sup> séance) a fait observer que la part de fonds allouée à la Commission était par trop faible, et cette observation est confirmée par les chiffres récents concernant les allocations de fonds au titre du budget ordinaire; il serait utile que le Secrétariat explique comment les fonds sont répartis entre les diverses commissions.

23. A sa vingt-troisième session, la CEE a adopté des résolutions sur la coopération industrielle et sur la coopération scientifique et technologique qui démontrent son désir de ne pas se laisser distancer par le progrès. Sa résolution relative aux activités du Comité pour le développement du commerce envisage, d'une manière pragmatique et constructive dont il y a lieu de se féliciter, les problèmes qui gênaient les travaux de la Commission dans ce secteur important. La délégation britannique espère que le Comité adoptera la même attitude dans l'exécution de ses travaux et que ses débats porteront essentiellement sur les moyens pratiques de développer le commerce. La Commission a adopté une autre résolution d'égale importance, à savoir la résolution relative à son programme à long terme et à ses méthodes de travail. L'étude en cours a une importance capitale pour les travaux futurs de la Commission; la délégation du Royaume-Uni espère qu'elle servira de base rationnelle à un emploi souple et efficace des ressources.

24. La représentante de l'Union soviétique a soulevé la question de la participation de la prétendue République démocratique allemande aux travaux de la CEE. Le Gouvernement du Royaume-Uni espère sincèrement qu'une solution acceptable sera trouvée au problème allemand, mais il estime qu'en attendant la Commission n'a d'autre ressource que de s'en tenir aux arrangements en vigueur depuis de nombreuses années. C'est pourquoi la délé-

gation britannique est fermement opposée à tout changement pour le moment.

25. Passant aux travaux de la CEPAL durant l'année écoulée, M. Allen note avec satisfaction l'acceptation de la demande des Etats associés des Indes occidentales et des territoires de Montserrat et de Saint-Vincent à être admis à titre collectif en qualité de membre associé de la Commission.

26. Le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales donne un tableau satisfaisant de la coordination féconde entre les commissions et les divers autres organes des Nations Unies; ces réunions sont manifestement utiles et doivent être continuées.

27. En ce qui concerne le projet de résolution, M. Allen espère que le Conseil ne sera pas induit en erreur par l'emploi erroné du mot « programme » dans le titre de ce projet. Il s'agit en fait d'un mécanisme de coordination extrêmement utile, et dont il y a lieu de se féliciter, mais non d'un programme au sens de plan d'action future. Il n'appartient d'ailleurs pas aux secrétaires exécutifs des commissions de mettre sur pied un programme de cette nature. C'est pourquoi M. Allen espère qu'il sera possible de trouver une dénomination plus appropriée et plus précise, sans majuscule. La délégation britannique considère également malavisé de présenter le mécanisme en question comme une « entreprise », terme qui évoque l'idée d'un risque, employé au paragraphe 16 du rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs. C'est pourquoi M. Allen espère que les auteurs du projet de résolution accepteront de remplacer, au troisième considérant, les mots « dans une entreprise conjointe visant à aider » par les mots « en vue d'aider ». La délégation du Royaume-Uni est d'avis, elle aussi, que ce projet de résolution doit être renvoyé au Comité de coordination en vue d'une étude approfondie.

28. M. ÅSTRÖM (Suède) dit que, en déposant le projet de résolution E/L.1218, la délégation suédoise avait pour but de donner au programme l'autorité et la cohésion qu'il mérite, et de faciliter la coordination des travaux actuellement effectués par divers organes des Nations Unies en matière de promotion des exportations.

29. Etant donné le tour pris par le débat, la délégation suédoise n'insistera pas pour que son projet de résolution soit mis aux voix; elle n'a pas d'objection à ce qu'il soit renvoyé pour examen au Comité de coordination. L'amendement de la Belgique (E/L.1219), celui du Mexique (E/L.1221) et les suggestions formulées par le représentant des Philippines (1544<sup>e</sup> séance) et par le représentant du Royaume-Uni sont tout à fait acceptables par les auteurs.

30. La délégation suédoise note avec satisfaction ce qu'a dit le représentant de la CNUCED et le fait qu'il s'est déclaré prêt à participer à la préparation du rapport mentionné dans le projet de résolution. Il n'a jamais été dans l'intention de la délégation suédoise de chercher à limiter ou à modifier la compétence ou les fonctions de la CNUCED dans le domaine de la promotion des exportations, ni de limiter le droit de la CNUCED à rendre compte directement à l'Assemblée générale.



31. M. de SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) rappelle que certains ont déjà évoqué les difficultés qui pourraient résulter d'une multiplication des organes coordonnateurs et le risque que les pouvoirs de coordination dont l'Assemblée générale a investi la CNUCED et l'ONUDI compliquent à certains moments la tâche du Conseil. Jusqu'à présent, tous les intéressés ont témoigné d'une sagesse louable; il n'y a pas eu de contestations sur les domaines de compétence, et M. de Seynes pense qu'il n'y en aura pas non plus à l'avenir.

32. Le représentant de la Suède a reconnu les compétences de la CNUCED en matière d'exportation et de commerce, et la définition des tâches dans ce secteur ne soulève pas de difficultés. Il reste que le Conseil économique et social doit toujours suivre ce qui se fait dans les autres organismes; il est donc parfaitement normal que la question du Programme de promotion des exportations soit soulevée par la délégation suédoise. Pour éviter tout malentendu, il serait, de l'avis de M. de Seynes, extrêmement utile que la proposition soit au préalable étudiée par le Comité de coordination.

33. Se référant aux observations du représentant du Royaume-Uni, M. de Seynes n'est pas sûr qu'il soit abusif d'utiliser dès maintenant le terme « programme », bien que peut-être en employant provisoirement une minuscule. Dans les discussions avec les commissions économiques régionales, l'accent a été mis sur le besoin de ressources pour pouvoir développer un véritable programme. Pour l'instant, on s'est borné à juxtaposer les différentes activités en cours et à montrer, par le mot « programme », que des activités de cette nature étaient poursuivies non seulement par le Centre CNUCED/GATT du commerce international, mais encore dans d'autres organes comme les commissions économiques régionales. M. de Seynes espère qu'une perspective dynamique justifiera l'emploi du mot « programme » qui a été extrêmement utile jusqu'ici. Pour le moment, il a été décidé que les organes intéressés se consulteraient mutuellement sur les problèmes d'intérêt commun, notamment à l'occasion des réunions des secrétaires exécutifs, et présenteraient, dans un document de synthèse commun, un tableau des activités en cours en matière de promotion des exportations. Cela permettrait d'identifier les lacunes et donnera aux activités une plus grande cohésion et une orientation délibérée.

34. Passant aux observations du représentant de la France, M. de Seynes dit que l'on est au seuil d'une nouvelle phase de régionalisation des activités des Nations Unies, cela parce que la définition des besoins de développement exige l'aide et les conseils des commissions économiques régionales, qui auront manifestement à jouer un rôle plus grand que jusqu'ici. Leur connaissance des problèmes locaux et régionaux et l'expérience qu'elles ont accumulée seront une aide extrêmement précieuse dans la planification de la deuxième Décennie du développement; elles aideront à vérifier les diverses hypothèses formulées et à considérer les incidences politiques de ces hypothèses, ce qui permettra de soumettre au Conseil et à l'Assemblée générale un programme concret. De fait, dans certains domaines, les commissions

sont considérées comme des centres d'initiative, alors que les organes globaux sont utilisés comme centres pour la diffusion des connaissances techniques dans leur région respective.

35. M. de Seynes souligne l'importance des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, qui constituent un mécanisme de coordination d'un type nouveau et efficace. Ces réunions sont particulièrement utiles en ce sens qu'elles associent les commissions au processus de coordination, ce que ne permet pas le Comité administratif de coordination.

*M. Tarabanov (Bulgarie), vice-président, prend la présidence.*

36. M. POPOV (Bulgarie) dit qu'il est impossible d'examiner les activités des Nations Unies dans le domaine économique sans parler de la contribution importante des commissions économiques régionales. Pour ce qui est de la CEE, la déclaration<sup>1</sup> qu'elle a adoptée à sa vingt-deuxième session pour célébrer son vingtième anniversaire a marqué un tournant dans l'histoire d'une commission qui se distingue des autres par le fait que ses membres sont des pays dont les systèmes économiques et politiques diffèrent. Les sessions plénières de cette Commission sont un indicateur utile du climat politique dans lequel une coopération économique pourrait s'établir entre les pays européens. Le fait que la Commission ne limite plus ses activités à la coopération économique, mais les a étendues à la coopération scientifique et technique, a ouvert de nombreuses possibilités nouvelles à une coopération multilatérale.

37. Les activités de la Commission dans le domaine des transports, de l'agriculture, de l'utilisation des ressources hydrauliques et énergétiques, du logement et du bois sont considérables, et elle a récemment tourné son attention vers le tourisme, nouvel et heureux élargissement de ses travaux. Les problèmes du milieu, en particulier la pollution de l'air, sont au premier rang de ses préoccupations. M. Popov est heureux de constater que les questions de coopération scientifique et technique entre pays européens occupent une place importante dans les programmes à long terme de la Commission. Le commerce entre pays européens a été malheureusement longtemps entravé par des obstacles politiques qui remontent surtout à l'époque de la « guerre froide ». A sa dernière session, la Commission a adopté à l'unanimité une résolution dont le texte avait été présenté par l'Union soviétique et la France et qui s'inspirait des idées exprimées au sujet du commerce dans la déclaration d'anniversaire de la Commission. Néanmoins, les problèmes complexes qui se posent à la Commission ne peuvent être réglés de façon satisfaisante que si tous les pays européens peuvent participer à ses activités. A cet égard, M. Popov souligne la nécessité d'admettre la République démocratique allemande en qualité de membre à part entière de la Commission. La position stratégique de ce pays en Europe centrale et ses efforts remarquables pour résoudre d'importants problèmes politiques exigent que l'on adopte une attitude réaliste à l'égard de la demande présentée par le Ministre

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 3 (E/4329)*, par. 260.

des affaires étrangères de la République démocratique allemande (E/L.1216).

38. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que le Conseil a fait preuve de beaucoup de sagesse en créant les commissions économiques régionales, qui comblent une lacune de la Charte. Il regrette que, d'année en année, le Conseil consacre moins de temps à l'examen des remarquables déclarations des secrétaires exécutifs de ces commissions. C'est avec satisfaction qu'il accueille le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs sous la présidence du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. Ce rapport, ainsi que les déclarations qui ont été faites, montrent notamment que la collaboration s'est renforcée entre les organes régionaux et les organismes sectoriels.

39. Les arrangements institutionnels des commissions économiques régionales sont de plus en plus efficaces et de mieux en mieux adaptés aux besoins des pays membres, mais il faut que les secrétariats des commissions, les commissions elles-mêmes et leurs organes subsidiaires poursuivent ce processus d'introspection. Les nouvelles institutions régionales (que, bien souvent, les commissions ont aidé à créer), telles que banques régionales, instituts d'études économiques et de planification et réseaux de transport régionaux, apportent la preuve d'une décentralisation de plus en plus poussée; il serait peut-être indiqué de chercher davantage la solution des problèmes à l'échelon sous-régional. L'Amérique centrale a été la première à adopter des arrangements sous-régionaux, sous l'égide de la CEPAL; de grands progrès ont déjà été faits dans ce sens en Afrique, mais il reste beaucoup à faire; en Asie et en Extrême-Orient, les dimensions et la diversité mêmes de la région semblent exiger un effort particulier pour attaquer les problèmes au niveau sous-régional.

40. M. Goldschmidt note que la CEE a entrepris récemment une réorientation de ses activités. L'étude de certains des problèmes dont la Commission s'est activement préoccupée autrefois pourrait fort bien, selon lui, être abandonnée; en même temps, il convient de préparer de nouveaux travaux sur la coopération scientifique et technique, les problèmes du milieu (notamment la pollution de l'eau et de l'air) et les moyens d'accroître le commerce Est-Ouest. La Commission peut jouer un rôle important dans l'intensification des contacts entre l'Est et l'Ouest et l'établissement d'une coopération multilatérale entre des pays à régimes économiques et sociaux différents. Dans un climat moins tendu qui, M. Goldschmidt l'espère, persistera, des possibilités de plus en plus nombreuses s'offrent d'élargir, par l'entremise de la Commission, la coopération économique, scientifique et technique entre pays européens ayant des systèmes économiques et sociaux différents, mais beaucoup de problèmes et d'intérêts communs. Des échanges bilatéraux actifs existent entre les pays membres de la Commission, mais celle-ci se trouve dans une position unique pour favoriser des échanges multilatéraux entre l'Est et l'Ouest. Enfin, la Commission pourrait faire œuvre utile en portant à l'attention des pays moins développés du sud de la région l'expérience des pays plus développés en matière de promotion du commerce.

41. Quant à la possibilité d'admettre la République démocratique allemande parmi les membres de la Commission, la position des Etats-Unis est bien connue et n'a pas changé. M. Goldschmidt fait siennes les vues exprimées à ce sujet par le représentant du Royaume-Uni.

42. Passant à la CEPAL, M. Goldschmidt note avec satisfaction que cette commission se préoccupe de plus en plus des problèmes sociaux, en particulier du développement urbain et des tendances démographiques, et il se réjouit que la Division des affaires sociales de la Commission ait effectué en 1968 une enquête générale sur la situation démographique de la région, en coopération avec le Centre latino-américain de démographie. Cette enquête servira de base à une analyse approfondie des tendances démographiques et pourrait conduire à l'élaboration d'une politique démographique. La Commission a été la première des commissions économiques régionales à aborder les problèmes au niveau sous-régional. A cet égard, l'attention accrue que la Commission accorde aux problèmes de la région des Antilles est des plus justifiées, tout comme l'admission des Etats associés des Indes occidentales en qualité de membre associé. L'établissement d'un marché commun centraméricain, la création d'une banque régionale et autres entreprises régionales ont permis de réaliser avec succès une intégration économique de l'Amérique centrale, qui a encouragé un accroissement substantiel du commerce et des investissements dans la région. Les Etats-Unis s'intéressent tout particulièrement au développement de ces arrangements sous-régionaux, non seulement pour des raisons de proximité géographique, mais parce qu'il y a là, semble-t-il, un exemple remarquable d'intégration sous-régionale qui pourrait peut-être servir de modèle à des arrangements sous-régionaux dans d'autres régions. M. Goldschmidt se plaît aussi à constater que la Commission étudie les travaux des autres commissions économiques régionales, telles que la CEE en matière de transports.

43. En ce qui concerne la CEAEIO, M. Goldschmidt approuve la recommandation de la Commission tendant à inclure les îles Fidji dans le domaine géographique de la Commission et à les admettre en qualité de membre associé. Il accueille favorablement aussi la proposition du secrétariat tendant à présenter aux membres de la Commission un résumé des programmes de travail avant la réunion plénière suivante, avec des estimations du coût des projets et des indications sur l'ordre de priorité à adopter. Cette manière de procéder permettra un examen plus approfondi du programme et de ses incidences financières.

44. Les travaux du Conseil asiatique du développement industriel se sont révélés très prometteurs en ce qui concerne des études de certaines industries au niveau sous-régional. Etant donné la grande diversité de la région, il paraît indiqué de commencer par une étude des perspectives à long terme de l'industrialisation sur le plan sous-régional plutôt que sur le plan régional. M. Goldschmidt accueille donc avec satisfaction la suggestion de la Commission tendant à ce que le secrétariat envisage de prendre pour les pays qui bordent l'océan Indien des mesures de coordination analogues à celles du Comité pour la coordination de la prospection commune des

ressources minérales au large des côtes d'Asie, qui a établi un intéressant programme pour les pays de la sous-région du Pacifique occidental. Cette commission, dont le ressort géographique est si vaste, devrait envisager la possibilité de faire plus de travail à l'échelon régional.

45. Le Secrétaire exécutif de la CEA a fait un effort remarquable pour adapter le programme de travail de la Commission aux ressources disponibles. L'exécution de certains projets peu urgents a dû être différée ou abandonnée, et la Commission mérite des éloges pour s'être efforcée de rendre son programme de travail plus réaliste. La Commission a obtenu de bons résultats en abordant

les problèmes économiques de la région au niveau sous-régional; la mise en valeur sous-régionale des bassins fluviaux et la création de marchés communs sous-régionaux conviennent à un continent aussi vaste et aussi complexe que l'Afrique. M. Goldschmidt espère que d'autres problèmes urgents de la région d'Afrique seront traités de même au niveau sous-régional.

46. Il souhaite que le point 14 de l'ordre du jour soit examiné par le Comité de coordination.

La séance est levée à 12 h 45.